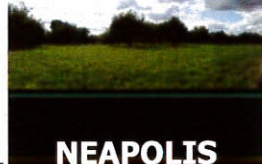


Département du Calvados

Commune de COULOMBS



PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE CLASSEMENT SONORE DES VOIES

PIECE F4

*Plan Local d'Urbanisme approuvé par DCM du 29 juin 2012,
Le Maire,*

NEAPOLIS

3 Allée du Green
14 520
PORT EN BESSIN

DECRET

DECRET NO 95-21 DU 9 JANVIER 1995 RELATIF AU CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES ET MODIFIANT LE CODE DE L'URBANISME ET LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION.

NOR: ENVP9420064D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu le code de la construction et de l'habitation;

Vu le code de l'urbanisme; Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 13;

Vu le décret no 85-453 du 23 avril 1985 modifié portant application de la loi no 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement;

Vu le décret no 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète:

Art. 1er. - Font l'objet d'un recensement et d'un classement, en application de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1992 susvisée, les infrastructures de transports terrestres définies à l'article 2 ci-après, qui existent à la date de leur recensement ou qui, à cette date, ont donné lieu à l'une des mesures suivantes:

1o Publication de l'acte décidant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet d'infrastructure, en application de l'article L. 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou du décret du 23 avril 1985 susvisé;

2o Mise à disposition du public de la décision ou de la délibération arrêtant le principe et les conditions de réalisation d'un projet d'infrastructure, au sens du a du 2o de l'article R. 121-13 du code de l'urbanisme, dès lors que cette décision, ou cette délibération, prévoit les emplacements qui doivent être réservés dans les documents d'urbanisme opposables;

3o Inscription de l'infrastructure en emplacement réservé dans un plan d'occupation des sols, un plan d'aménagement de zone, ou un plan de sauvegarde et de mise en valeur opposable. Les mêmes dispositions s'appliquent aux modifications ou transformations significatives d'une infrastructure, au sens du décret du 9 janvier 1995 susvisé.

Art. 2. - Le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres portent sur les voies routières dont le trafic journalier moyen annuel existant, ou prévu dans l'étude ou la notice d'impact, est supérieur à 5 000 véhicules par jour, les lignes ferroviaires interurbaines assurant un

trafic journalier moyen supérieur à cinquante trains ainsi que les lignes en site propre de transports en commun et les lignes ferroviaires urbaines, dont le trafic journalier moyen est supérieur à cent autobus ou trains.

Art. 3. - Un arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des routes, des transports, de l'environnement et de la construction détermine, en fonction de niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres ainsi que la largeur maximale correspondante des secteurs affectés par le bruit, situés au voisinage de l'infrastructure, sans que cette largeur puisse excéder 300 mètres de part et d'autre de celle-ci. Les niveaux sonores mentionnés ci-dessus sont les niveaux sonores équivalents pondérés A engendrés par l'infrastructure de transports terrestres.

Art. 4. - Quand l'infrastructure de transports terrestres est en service, le niveau sonore évalué à partir du trafic peut servir de base pour le classement de l'infrastructure si la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier ce niveau de plus de 3 dB (A). Dans le cas contraire, ainsi que pour les infrastructures nouvelles, le niveau sonore est calculé. La méthode de calcul des niveaux sonores prévisionnels tient compte des paramètres qui peuvent influencer sur ces niveaux sonores, et au moins:

1o Pour les infrastructures routières: le rôle de la voie, le nombre de files, le trafic prévu et, le cas échéant, l'existence de rampe, le pourcentage de poids lourds, la vitesse maximale autorisée;

2o Pour les infrastructures ferroviaires: le nombre de trains, la vitesse commerciale et le type de matériel.

Un arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des routes, des transports, de l'environnement et de la construction fixe en tant que de besoin les modalités de mesure des niveaux sonores, les modalités d'agrément des méthodes de mesure in situ ainsi que les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles et les logiciels de calcul utilisés pour évaluer les niveaux sonores.

Art. 5. - Le préfet procède au recensement des infrastructures terrestres mentionnées aux articles 1^{er} et 2, situées dans son département et prend un arrêté les classant dans les catégories prévues par l'arrêté interministériel mentionné à l'article 3. Sur la base de ce classement, il détermine, par arrêté:

1o Les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage des infrastructures recensées;

2o Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans ces secteurs;

3o Les isollements acoustiques de façade requis en application de l'arrêté prévu à l'article 7.

L'arrêté du préfet mentionné au précédent alinéa est préalablement transmis, pour avis, aux communes concernées par les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage de l'infrastructure, dans leur largeur maximale prévue par l'arrêté interministériel susmentionné. Faute de réponse dans le délai de trois mois suivant la transmission du préfet, leur avis est réputé favorable. Toute modification du classement d'une infrastructure intervient suivant la procédure définie ci-dessus. Les arrêtés préfectoraux mentionnés au présent article font l'objet d'une publication au Recueil des actes administratifs du département et d'un affichage, durant un mois, à la mairie des communes concernées.

Art. 6. - Une commune peut, à son initiative, proposer au préfet un projet de classement des infrastructures de transports terrestres portant sur tout ou partie de son territoire. Le préfet examine cette proposition avant de procéder au classement des infrastructures concernées.

Art. 7. - En vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments à construire dans le secteur de nuisance d'une infrastructure de transports terrestres classée en application du présent décret, les façades des pièces et locaux exposés aux bruits des transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux limites déterminées par l'arrêté prévu à l'article 3. L'isolement acoustique requis dépend notamment du classement de l'infrastructure de

transports terrestres, de la nature et de la hauteur du bâtiment, de la distance du bâtiment par rapport à l'infrastructure et, le cas échéant, de l'occupation du sol entre le bâtiment et l'infrastructure.

Art. 8. - Le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, les niveaux sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions d'isolement acoustique de nature à les réduire sont tenus à la disposition du public dans les mairies, les directions départementales de l'équipement et les préfectures concernées. Mention des lieux où ces documents peuvent être consultés est insérée dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et affichée à la mairie des communes concernées.

Art. 9. - Le code de l'urbanisme est modifié comme suit:

- I. Le 1o de l'article R. 123-19 est complété par un n ainsi rédigé: << n) Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. >>
- II. L'article R. 123-24 est complété par un 8o ainsi rédigé: << 8o Le classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. Ces documents portent référence des arrêtés préfectoraux correspondants et indication des lieux où ils peuvent être consultés. >>
- III. Le dernier alinéa de l'article R. 311-10 est remplacé par les dispositions suivantes: << Il est accompagné d'un rapport de présentation ainsi que des annexes énumérées à l'article R. 123-24 (2o, 3o, 4o et 8o). >>
- IV. L'article R. 311-10-2 est complété par un e ainsi rédigé : << e) Les secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. >>
- V. L'article R. 410-13 est complété par un second alinéa ainsi rédigé: << Le certificat d'urbanisme informe, lorsqu'il y a lieu, le demandeur que le terrain se trouve dans un secteur, situé au voisinage d'infrastructures de transports terrestres, affecté par le bruit, dans lequel existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminées en application de l'article 13 de la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. >>

Art. 10. - I. - Il est inséré entre l'article R. 111-4 et l'article R. 111-5 du code de la construction et de l'habitation un article R. 111-4 ainsi rédigé: << Art. R. 111-4-1. - L'isolement acoustique des logements contre les bruits des transports terrestres doit être au moins égal aux valeurs déterminées par arrêté préfectoral dans le département concerné, conformément à l'article 13 de la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. << En application de l'article R. 410-13 du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme précise les secteurs éventuels dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique sont prévues. >>

Art. 11. - Les mesures prises en application de l'article 5 devront entrer en vigueur dans le délai de deux ans à compter de la date de publication de l'arrêté mentionné à l'article 3. Ce délai est porté à trois ans pour les classements d'infrastructures effectués avant cette date, en application de la réglementation alors en vigueur, qui demeurent valides ainsi que les règles d'isolement acoustique qui en découlent jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures susmentionnées.

Art. 12. - Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le ministre de l'environnement, le ministre du logement et le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre:

Le ministre de l'environnement,
MICHEL BARNIER

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,

CHARLES PASQUA

Le ministre de l'équipement,
des transports et du tourisme,
BERNARD BOSSON

Le ministre du logement,

HERVE DE CHARETTE

Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales,
DANIEL HOEFFEL

ARRETE
ARRETE DU 30 MAI 1996 RELATIF AUX MODALITES DE
CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS
TERRESTRES ET A L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES BATIMENTS
D'HABITATION DANS LES SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

NOR: ENVP9650195A
Version consolidée au 20 avril 2009

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'environnement, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au logement et le secrétaire d'Etat aux transports,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R. 111-4-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 111-1, R. 111-3-1, R. 123-19, R. 123-24, R. 311-10, R. 311-10-2, R. 410-13 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Article 1

Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures ;

- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;

- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

TITRE Ier : CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE PRÉFET.

Article 2

Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté LAeq (6 heures - 22 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;

- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté LAeq (22 heures - 6 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 " Cartographie du bruit en milieu extérieur ", à une hauteur de cinq mètres au-dessus du plan de roulement et :

- à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les " rues en U " ;

- à une distance de l'infrastructure ([*) de dix mètres, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

(*) Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;

- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Article 3

Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;

- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1^{er} du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S 31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S 31-088 " Mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation " et NF S 31-130, annexe B, pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Article 4

Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

[*Tableau non reproduit voir JORF du 28 juin 1996 p.9694*] Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

TITRE II : DÉTERMINATION DE L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE MINIMAL DES BÂTIMENTS D'HABITATION CONTRE LES BRUITS DES TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE DU BÂTIMENT.

Article 5

En application du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Article 6

Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A. - Dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

[*Tableau non reproduit voir JORF du 28 juin 1996 p.9695*] Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB (A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrière.

B. - En tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

distance (2)

[*Tableau non reproduit voir JORF du 28 juin 1996 p.9695*] Les valeurs du tableau tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

[*Tableau non reproduit voir JORF du 28 juin 1996 p.9695*] La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB (A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB (A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB (A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;

- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB (A), en prenant, parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Article 7

Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :

- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;

- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S 31-085 pour les infrastructures routières et Pr S 31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

[*Tableau non reproduit voir JORF du 28 juin 1996 p.9696*] L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB (A) en période diurne et 30 dB (A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB (A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Article 8

Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 " vérification de la qualité acoustique des bâtiments ", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à deux mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Article 9

Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB (A) ;
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB (A) ;
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB (A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27 °C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50 mètre au-dessus du sol.

TITRE III : DÉTERMINATION DE L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE MINIMAL DES BÂTIMENTS D'HABITATION CONTRE LES BRUITS DES TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE DU BÂTIMENT DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Article 10

Modifié par [Arrêté du 17 avril 2009 - art. 11](#)

En application du dernier alinéa de l'article 7 du décret n° 95-21 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans les DOM dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres classées en catégorie 1, 2 ou 3 suivant l'arrêté préfectoral prévu à l'article R. 111-4-1 du code de la construction et de l'habitation doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs. Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 11 ci-après. Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 13 du présent arrêté.

Article 11

Modifié par [Arrêté du 17 avril 2009 - art. 11](#)

Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante. On distingue deux situations : celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert. Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme NF S 31-130.

A. - Dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur minimale en décibel, de l'isolement standardisé pondéré pour un bruit de trafic, DnT, A, tr, en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

CATÉGORIE	ISOLEMENT STANDARDISÉ PONDÉRÉ pour un bruit de trafic DnT, A, tr minimal
1	40 dB
2	37 dB
3	33 dB
4	Sans objet
5	Sans objet

Ces valeurs sont diminuées :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrière.

B. - En tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur minimale, en décibel, de l'isolement standardisé pondéré pour un bruit de trafic, DnT, A, tr, des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

DISTANCE / CATÉGORIE	0 - 10	10 - 15	15 - 20	20 - 25	25 - 30	30 - 40	40 - 50	50 - 65	65 - 80	80 - 100	100 - 125	125 - 160	160 - 200
1	40	40	39	38	37	36	35	34	33				
2	37	37	36	35	34	33							
3	33	33											
4													
5													

Les valeurs du tableau tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards. Ces valeurs peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

SITUATION	DESCRIPTION	CORRECTION
Façade en vue directe.	Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent.	Pas de correction
Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments.	Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit :	
	- en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments) ;	- 3 dB
	- en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit.	- 6 dB
Portion de façade masquée (cf. note 1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel.	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres :	- 6 dB - 3 dB
	- à une distance (cf. note 2) inférieure à 150 mètres ;	
	- à une distance (cf. note 2) supérieure à 150 mètres.	
	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres :	
	- à une distance (cf. note 2) inférieure à 150 mètres ;	- 9 dB
Façade en vue indirecte d'un bâtiment.	La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même :	
	- façade latérale (cf. note 3) ;	- 3 dB
	- façade arrière.	- 9 dB
<p>Note 1. - Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.</p> <p>Note 2. - Cette distance est mesurée entre l'écran et la façade.</p> <p>Note 3. - Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes.</p>		

Lorsque la valeur obtenue après correction est inférieure à 33 dB, il n'est pas requis de valeur minimale pour l'isolement. Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes. Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB. Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;
- soit la classe d'isolement 33, 37 ou 40 dB, en prenant, parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Article 12

Créé par [Arrêté du 17 avril 2009 - art. 11](#)

Après avis du conseil général et du conseil régional du département concerné, le préfet peut, par arrêté, étendre l'obligation d'isolement acoustique en bordure des voies classées soit en catégorie 4, soit en catégorie 4 et 5. Dans ce cas :

- pour les voies en U, les valeurs d'isolement au sens du tableau du paragraphe A de l'article 11 ci-dessus sont de 30 dB ;

- pour les voies en tissu ouvert, les valeurs d'isolement au sens du paragraphe B de l'article 11 ci-dessus sont de 30 dB jusqu'à 10 mètres.

Article 13

Créé par [Arrêté du 17 avril 2009 - art. 11](#)

Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :

- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de [l'arrêté du 5 mai 1995](#) relatif au bruit des infrastructures routières ;

- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S 31-085 pour les infrastructures routières et NF S 31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, de catégorie 1, 2 ou 3 en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

CATÉGORIE	NIVEAU SONORE AU POINT de référence, en période diurne (en dB [A])	NIVEAU SONORE AU POINT de référence, en période nocturne (en dB [A])
1	83	78
2	79	74
3	73	68

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimale déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales soit égal ou inférieur à 40 dB (A) en période diurne et 35 dB (A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Lorsque cette valeur d'isolement est inférieure à 33 dB, il n'est pas requis de valeur minimale pour l'isolement. Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures de catégorie 1, 2 ou 3, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Article 14

Créé par [Arrêté du 17 avril 2009 - art. 11](#)

Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 11 à 13 s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 s à toutes les fréquences. Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement standardisé pondéré pour un bruit de trafic, D_{nT} , A , tr , atteint au moins les limites obtenues selon l'article 11 ou l'article 12.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 15

Créé par [Arrêté du 17 avril 2009 - art. 11](#)

Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe I de l'arrêté du 6 octobre 1978 précité continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 16

Créé par [Arrêté du 17 avril 2009 - art. 11](#)

Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexes

Article ANNEXE

La valeur de la température moyenne quotidienne extérieure visée à l'article 9 est de 20 °C, 22 °C, 24 °C et 26 °C, respectivement pour chacune des zones climatiques E 1, E 2, E 3 et E 4 définies dans le tableau ci-dessous :

[*Tableau non reproduit voir JORF du 28 juin 1996 p.9697 et suivantes*]

Le ministre de l'environnement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la prévention des pollutions

et des risques, délégué aux risques majeurs,

G. Defrance

Le ministre de l'équipement, du logement,

des transports et du tourisme,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des routes,

C. Leyrit

Le ministre du travail et des affaires sociales,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de la santé,

J.-F. Girard

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des libertés publiques

et des affaires juridiques,

J.-P. Faugère

Le ministre de la fonction publique,

de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général des collectivités locales,

M. Thénault

Le ministre délégué au logement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'habitat et de la construction,

P.-R. Lemas

Le secrétaire d'Etat aux transports,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur des transports terrestres,

H. du Mesnil

PREFECTURE DU CALVADOS

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

BUREAU DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ET DES POLITIQUES EUROPÉENNES

LE PREFET DE LA REGION DE BASSE NORMANDIE
PREFET DU CALVADOS

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,
Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14;
Vu le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,
Vu le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et de la construction et de l'habitation,
Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
Vu l'avis du conseil municipal de

BAYEUX	en date du 29/10/1998
CAGNY	en date du 29/10/1998
CARDONVILLE	en date du 12/01/1999
CORBON	en date du 23/10/1998
CROISSANVILLE	en date du 22/10/1998
FIRFOL	en date du 29/10/1998
GLOS	en date du 02/10/1998
LA CAMBE	en date du 14/10/1998
LISIEUX	en date du 23/10/1998
LOUCELLES	en date du 21/10/1998
MOSLES	en date du 03/11/1998
NOTRE DAME D'ESTREE,	en date du 23/10/1998
SAINT DESIR	en date du 08/10/1998
SAINT VIGOR LE GRAND	en date du 27/10/1998
TOUR EN BESSIN	en date du 05/11/1998
VIMONT	en date du 22/10/1998

Vu l'avis réputé favorable, en l'absence de réponse dans le délai de trois mois, des communes suivantes :

AIRAN, ARGENCES, BELLENGREVILLE, BIEVILLE-QUETIEVILLE, BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE, CANCHY, CARCAGNY, CARPIQUET, COULOMBS, CREVECOEUR EN AUGES, CUSSY, ECRAMMEVILLE, FORMIGNY, FRENOUVILLE, ISIGNY SUR MER, L'HOTELLERIE, LA BOISSIERE, LA HOUBLONNIERE, LE PRE D'AUGE, MAROLLES, MARTRAGNY, MERY CORBON, MANDEVILLE EN BESSIN, MONDEVILLE, MOULT, NONANT, NOTRE DAME DE LIVAYE, OSMANVILLE, PUTOT EN BESSIN, ROTS, SAINT AUBIN SUR ALGOT, SAINT MARTIN DES ENTREES, SAINT PAIR DU MONT, SAINTE CROIX GRAND TONNE, SURRAIN, VAUCELLES, VAUX SUR SEULLES.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Égalité Fraternité

14038 CAEN CEDEX TÉL : 02.31.30.64.00
www.calvados.pref.gouv.fr

ARRETE :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département du Calvados aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons de la RN13 mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RN13	L'HOTELLERIE	PR 0,000	PR 1,000	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	L'HOTELLERIE	PR 1,000	PR 1,881	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	L'HOTELLERIE	PR 1,881	PR 3,080	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	MAROLLES	PR 3,080	PR 6,215	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	FIRFOL	PR 6,215	PR 8,600	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	GLOS	PR 8,600	PR 10,870	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LISIEUX	PR 10,870	PR 11,098	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LISIEUX	PR 11,098	PR 11,650	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LISIEUX	PR 11,650	PR 11,940 Cf de l'espérance	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (ROUTE DE PARIS)	LISIEUX	PR 11,940 Cf de l'espérance	PR 12,200	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (ROUTE DE PARIS)	LISIEUX	PR 12,200	PR 12,700	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (ROUTE DE PARIS)	LISIEUX	PR 12,700	PR 13,750	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (RUE DE PARIS)	LISIEUX	PR 13,750	PR 14,000	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (RUE DE PARIS)	LISIEUX	PR 14,000	PR 14,751 Cf rue J. d'Arc	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (RUE H. CHERON)	LISIEUX	PR 14,751 Cf rue J. d'Arc	PR 14,822	2	250 m	Rue en U
RN13 (RUE H. CHERON)	LISIEUX	PR 14,822	PR 15,002	1	300 m	Rue en U
RN13 (RUE H. CHERON)	LISIEUX	PR 15,002	PR 15,092	1	300 m	Rue en U
RN13 (RUE H. CHERON)	LISIEUX	PR 15,092	PR 15,300 Cf ave du 6 Juin	1	300 m	Rue en U
RN13 (AVE DU 6 JUIN)	LISIEUX	PR 15,300 Cf rue H. Chéron	PR 15,420	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (AVE DU 6 JUIN)	LISIEUX	PR 15,420	PR 16,150 Limite Commune	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST DESIR	PR 16,150	PR 16,767	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST DESIR	PR 16,767	PR 17,788	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST DESIR	PR 17,788	PR 19,740	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LE PRE D'AUGE	PR 19,740	PR 20,764	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LE PRE D'AUGE	PR 20,764	PR 21,900	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LA BOISSIERE	PR 21,900	PR 22,491	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LA BOISSIERE	PR 22,491	PR 23,100	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LA HOUBLONNIERE	PR 23,100	PR 24,640	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LA HOUBLONNIERE	PR 24,640	PR 25,630	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST AUBIN SUR ALGOT	PR 25,630	PR 27,200	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST PAIR DU MONT	PR 27,200	PR 27,850	3	100 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RN13	NOTRE DAME DE LIVAYE	PR 27.850	PR 30.680	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 30.680	PR 31.160	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 31.160	PR 31.418	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 31.418	PR 31.600	3	100 m	Rue en U
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 31.600	PR 31.780	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 31.780	PR 32.180	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	NOTRE DAME D'ESTREE	PR 32.180	PR 34.600	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 «CARREFOUR SAINT JEAN»	CORBON / NOTRE DAME D'ESTREE	PR 34.600	PR 34.880	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CORBON	PR 34.880	PR 35.100	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CORBON / NOTRE DAME D'ESTREE	PR 35.100	PR 36.200	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CORBON	PR 36.200	PR 36.780	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BIEVILLE-QUETIEVILLE	PR 36.780	PR 39.050	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MERY CORBON	PR 39.050	PR 40.500	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MERY CORBON	PR 40.500	PR 40.850	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MERY CORBON	PR 40.850	PR 41.270	3	100 m	Rue en U
RN13	MERY CORBON	PR 41.270	PR 41.680	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CROISSANVILLE	PR 41.680	PR 42.450	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CROISSANVILLE	PR 42.450	PR 43.200	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	AIRAN	PR 43.200	PR 44.180	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 44.180	PR 46.060	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 46.060	PR 46.546	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 46.546	PR 46.804	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 46.804	PR 47.514	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 47.514	PR 48.000	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ARGENCES	PR 48.000	PR 49.080	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	VIMONT	PR 49.080	PR 49.492	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	VIMONT	PR 49.492	PR 50.210	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BELLENGREVILLE	PR 50.210	PR 50.850	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BELLENGREVILLE	PR 50.850	PR 52.180	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	FRENOUVILLE	PR 52.180	PR 53.580	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CAGNY	PR 53.580	PR 54.078	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CAGNY	PR 54.078	PR 55.430	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CAGNY	PR 55.430	PR 56.647	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CAGNY	PR 56.647	PR 57.100	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MONDEVILLE	PR 57.100	PR 57.800	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MONDEVILLE	PR 57.800	PR 59.000 (Bd périphérique)	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CARPIQUET	PR 59.000 (Bd périphérique)	PR 71.334	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	CARPIQUET/ ROTS	PR 71.334	PR 71.554	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	ROTS	PR 71.554	PR 76.540	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE	PR 76.540	PR 77.940	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	PUTOT EN BESSIN/ BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE	PR 77.940	PR 78.510	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	PUTOT EN BESSIN/ BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE	PR 78.510	PR 79.448	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	PUTOT EN BESSIN/ SAINTE CROIX GRANDE TONNE	PR 79.448	PR 80.453	2	250 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RN13	LOUCELLES/ SAINTE CROIX GRANDE TONNE	PR 80.453	PR 81.045	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LOUCELLES	PR 81.045	PR 81.785	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LOUCELLES/ SAINTE CROIX GRANDE TONNE	PR 81.785	PR 82.629	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LOUCELLES/ COULOMBS	PR 82.629	PR 82.934	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY	PR 82.934	PR 83.280	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY/ MARTRAGNY	PR 83.280	PR 83.715	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	MARTRAGNY	PR 83.715	PR 84.740	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY/ MARTRAGNY	PR 84.740	PR 85.465	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY / VAUX SUR SEULLES	PR 85.465	PR 85.950	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY / VAUX SUR SEULLES	PR 85.950	PR 86.779	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	NONANT	PR 86.779	PR 87.917	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	ST MARTIN DES ENTREES / VAUX SUR SEULLES	PR 87.917	PR 88.469	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	ST MARTIN DES ENTREES	PR 88.469	PR 90.400	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	BAYEUX	PR 90.400	PR 91.165	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	BAYEUX	PR 91.165	PR 91.475	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD W. CHURCHILL)	BAYEUX	PR 91.475	Rd pt Eisenhower	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD W. CHURCHILL)	SAINT VIGOR LE GRAND	Rd pt Eisenhower	PR 91.685	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD W. CHURCHILL)	SAINT VIGOR LE GRAND	PR 91.685	PR 92.256	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD W. CHURCHILL)	BAYEUX	PR 92.256	PR 93.450	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD D'EINDHOVEN)	BAYEUX	PR 93.450	PR 93.775	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BAYEUX	Ave Vallée des Prés	PR 95.107	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BAYEUX	Rd pt de Vaucelles	PR 95.332	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	VAUCELLES	PR 95.332	PR 96.241	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	VAUCELLES	PR 96.241	PR 96.797	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CUSSY	PR 96.797	PR 98.579	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	TOUR EN BESSIN	PR 98.579	PR 99.314	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	TOUR EN BESSIN	PR 99.314	PR 100.108	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	TOUR EN BESSIN	PR 100.108	PR 100.888	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	MOSLES	PR 100.888	PR 101.418	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	MOSLES	PR 101.418	PR 102.598	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	MOSLES	PR 102.598	PR 103.275	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOSLES	PR 103.275	PR 104.113	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	SURRAIN/ MANDEVILLE EN BESSIN	PR 104.113	PR 104.500	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	SURRAIN/ MANDEVILLE EN BESSIN	PR 104.500	PR 105.887	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	SURRAIN	PR 105.887	PR 107.020	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	SURRAIN/ FORMIGNY	PR 107.020	PR 107.925	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	FORMIGNY	PR 107.925	PR 109.800	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	FORMIGNY/ AIGNERVILLE	PR 109.800	PR 110.012	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	AIGNERVILLE	PR 110.012	PR 111.157	non classé		
RN13	ECRAMMEVILLE	PR 111.157	PR 112.266	2	250 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RN13	LONGUEVILLE	PR 112.286	PR 114.950	non classé		
RN13	CANCHY	PR 114.950	PR 115.332	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LA CAMBE	PR 115.332	PR 116.000	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LA CAMBE	PR 116.000	PR 118.800	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CARDONVILLE	PR 118.800	PR 120.960	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	OSMANVILLE	PR 120.960	PR 121.757	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	OSMANVILLE	PR 121.757	PR 124.356	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ISIGNY SUR MER	PR 124.356	PR 128.224	3	100 m	Tissu ouvert

(1) La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche

Article 3

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisés.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisés.

Article 4

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 5

Les communes intéressées par le présent arrêté sont :

AIRAN, ARGENCES, BAYEUX, BELLENGREVILLE, BIEVILLE-QUETIEVILLE, BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE, CAGNY, CANCHY, CARCAGNY, CARDONVILLE, CARPIQUET, CORBON, COULOMBS, CREVECOEUR EN AUGE, CROISSANVILLE, CUSSY, ECRAMMEVILLE, FIRFOL, FORMIGNY, FRENOUVILLE, GLOS, ISIGNY SUR MER, L'HOTELLERIE, LA BOISSIERE, LA CAMBE, LA HOUBLONNIERE, LE PRE D'AUGE, LISIEUX, LOUCELLES, MANDEVILLE EN BESSIN, MAROLLES, MARTRAGNY, MERY CORBON, MONDEVILLE, MOSLES, MOULT, NONANT, NOTRE DAME DE LIVAYE, NOTRE DAME D'ESTREE, OSMANVILLE, PUTOT EN BESSIN, ROTS, SAINT AUBIN SUR ALGOT, SAINT DESIR, SAINT MARTIN DES ENTREES, SAINT PAIR DU MONT, SAINT VIGOR LE GRAND, SAINTE CROIX GRAND TONNE, SURRAIN, TOUR EN BESSIN, VAUCELLES, VAUX SUR SEULLES, VIMONT.

Article 6

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 5 pendant un mois au minimum.

Article 7

Le présent arrêté doit être annexé par Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

Article 8

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Sous préfet de BAYEUX, Madame le sous-préfet de LISIEUX, Monsieur le sous-préfet de VIRE.
- Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5.
- Monsieur le Directeur départemental de l'équipement

Article 9

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de BAYEUX, Madame le sous-préfet de LISIEUX, Monsieur le sous-préfet de VIRE, Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5, et Monsieur le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET

6 JUIL. 1999

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Annexe :

- Carte représentant l'infrastructure classée.

Rémy ENFRUN

Pour le Préfet
L'Adjoint
Chargé


C. ROLLAND